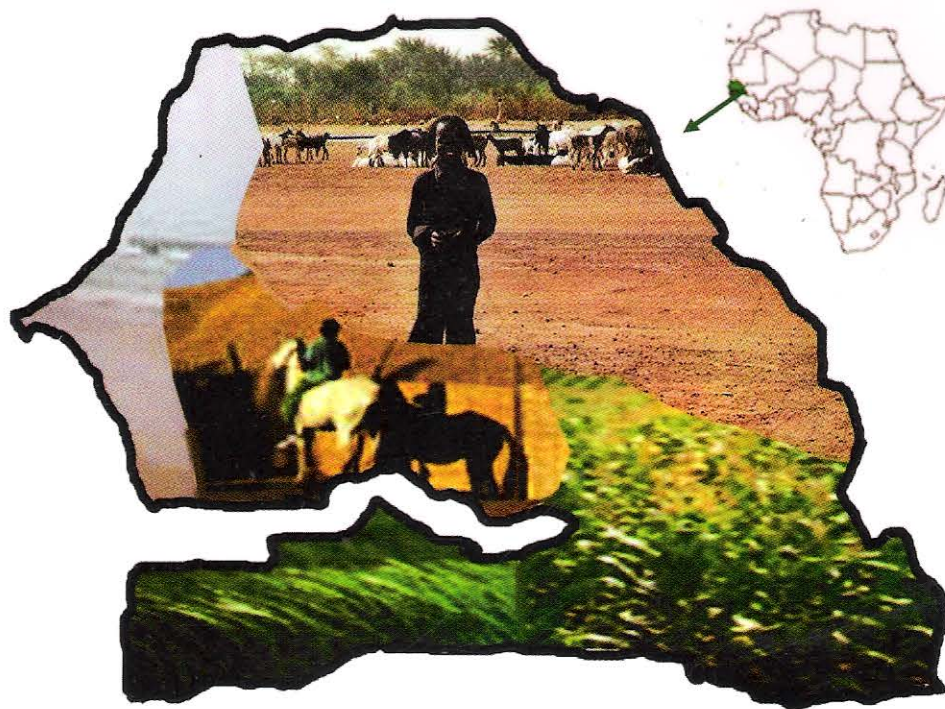


RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE



# SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU SÉNÉGAL

Edition 2005

Directeur Général, Directeur de Publication :	Babakar FALL
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale :	Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales :	Ibrahime SARR
Directeur du Management du Système d'Information Statistique :	Mamadou NIANG
Coordonnateur de la Cellule de Programmation d'Harmonisation, de Coordination et de Coopération Internationale :	E.Hadji Malick DIAME

COMITE DE LECTURE :

Abdou Salam Thiam -- Hamidou Bâ -- Mamadou Ndao – Sitapha Diamé – Momar Ballé Sylla – Mme Aïssatou Guèye Thiam -- Mbacké Bâ -- Bakary Djiba

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rue de Diourbel X Rue de Saint Louis Point E Dakar. B.P. 116 Dakar R.P --

Tél. : (221) 824 03 01 (221) 825 33 32 (221) 825 00 50 Fax : 824 90 01

Site Internet : [www.ansd.org](http://www.ansd.org) e-mail : [statsenegal@yahoo.fr](mailto:statsenegal@yahoo.fr)

Distribution : Division de la Diffusion de la Documentation et des Relations avec les Usagers



<b>COMITE DE REDACTION</b>	
<b>CHAPITRES</b>	<b>REDACTEURS</b>
<b>0. PRESENTATION DU PAYS</b>	<b>Coordination: E.H. MALICK DIAME – MORY DIOUSS</b>
<b>1. DEMOGRAPHIE</b>	Mme Vénus Sarr Thiaw
<b>2. EDUCATION</b>	Atoumane Ndiaye
<b>3. EMPLOI</b>	M. Papa Ibrahima Sylmang Sène
<b>4. SANTE</b>	Binta Mbow
<b>5. ASSISTANCE</b>	Mme Salimata Diallo Seck
<b>6. AGRICULTURE</b>	Ousseynou SARR / Issa Wade
<b>7. ENVIRONNEMENT</b>	Mam Siga Dia
<b>8. ELEVAGE</b>	Ousseynou SARR / Mamadou Cissé
<b>9. PECHE MARITIME SENEGALAISE</b>	MME Astou Ndiaye
<b>10. TRANSPORT</b>	Papa Seyni THIAM / Sylvain Pierre Ndione
<b>11. TOURISME</b>	Papa Seyni THIAM / Mme Rama Fall Gaye
<b>12. JUSTICE</b>	Mme Fatou Faye Mbessane
<b>13. BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS</b>	Amadou Bamba DIOP
<b>14. INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE</b>	Maxime NAGNONHOU / Sylvain Pierre Ndione
<b>15. INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	Amadou BAO / Mbaye GUEYE
<b>16. COMMERCE EXTERIEUR</b>	Daouda Balle
<b>17. COMPTES ECONOMIQUES</b>	Insa Sadio
<b>18. PRIX</b>	Antoine Sanka
<b>19. FINANCES PUBLIQUES</b>	Abou Aw / Mamadou Cissé



**Mise à jour : février 07**

## XVII. COMPTES ECONOMIQUES

### INTRODUCTION

L'année 2005 est marquée par la persistance de la flambée du prix du baril de pétrole qui a dépassé 60 dollars en septembre. Toutefois, la bonne campagne agricole enregistrée suite à une pluviométrie abondante et bien répartie sur le territoire national a permis de compenser la situation et la croissance du PIB s'est pratiquement maintenue au même niveau qu'en 2004 malgré un ralentissement de l'économie mondiale.

L'analyse, basée sur des estimations de mai 2006, portera sur les indicateurs macroéconomiques, le PIB et ses composants.

#### I - Les indicateurs macroéconomiques

L'activité économique sénégalaise est restée soutenue en 2005 avec une croissance réelle du PIB estimée à 5,5 % contre 5,6 % en 2004. Ce résultat est tributaire de la bonne performance du sous secteur de l'agriculture qui a enregistré une croissance réelle de 13 % contre 4 % en 2004. Le secteur Primaire a progressé en valeurs de 9,4 % contre 2,6 % en 2004, le Secondaire de 4,9 % contre 6,2 % en 2004 et le Tertiaire de 5,3 % contre 6,3 % en 2004.

Le PIB nominal s'est établi à 4 535 milliards de F CFA contre 4 198 milliards en 2004. Le PIB par tête a progressé de 5,2 % entre 2004 et 2005.

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB, est estimé en hausse de 2,4 % contre 0,4 % en 2004. Cette hausse résulte essentiellement de la flambée du prix du baril de pétrole qui a atteint et dépassé 60 dollars en septembre 2005 entraînant un renchérissement des coûts de production.

L'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des prix à la consommation se situe à 1,7 % en fin décembre 2005 largement en dessous du seuil de 3 % retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Cette évolution reflète les hausses successives du cours du pétrole qui ont eu des répercussions sur les transports, l'eau, l'énergie et le gaz.

La **consommation finale**, en termes réels, est restée relativement stable avec une progression de 4,8 % contre 4,7 % en 2004. Elle croît moins vite que le PIB grâce au ralentissement de la consommation publique qui enregistre une hausse de 5 % contre 5,6 % en 2004

La **Formation Brute de Capital Fixe** progresse en termes réels de 4,5 % contre 9,4 % en 2004 du fait des baisses cumulées de la FBCF privée et la FBCF publique liées à la régression de l'activité avec le bouclage du financement de certains travaux du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine. Ainsi, le taux d'investissement est estimé à 21,5 % contre 22,4 % en 2004.

Les **exportations de biens et services** ont connu un ralentissement avec une hausse de 2,2 % contre 4,6 % en 2004 et évoluent moins vite que les **importations** qui ont connu une croissance annuelle réelle de 7,7 %. Toutefois les quantités de biens importés ont baissé de 2,4 %.

## II – Le PIB et ses composants

### II.1 Les ressources et les emplois du PIB à prix courants

#### II.1.1 Les ressources

L'économie sénégalaise reste dominée en 2005 par le secteur tertiaire avec une part dans le PIB de 51,2 % contre 20,8 % pour le secondaire et 15,3 % pour le primaire. Les parts des secteurs sont restées relativement stables puis qu'elles étaient respectivement de 51,4 % ; 20,9 % et 15,2 % en 2004.

Le **Secteur Tertiaire** est soutenu par le commerce (15,6 %) suivi des transports, postes et télécommunications (9 %) en hausse continue depuis 2001 et de l'administration (6,9%). Le sous secteur des postes et télécommunications est moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers. Le dynamisme des télécommunications est lié au développement de la téléphonie mobile et à la hausse de l'activité des téléservices avec notamment la libéralisation du secteur et la multiplication des Centres d'appels.

Dans le **Secteur Secondaire**, les tensions inflationnistes sur le marché du pétrole n'ont pas été très favorables à l'activité industrielle avec la baisse de l'indice de la Production industrielle de plusieurs branches : Activités extractives (-14,8 %), textiles et cuir (-7,4 %), bois (-32,6 %), chimie (-7,8 %), Mécanique (-9,8 %).

Cependant, le sous-secteur des BTP continue son dynamisme avec notamment les investissements publics en infrastructures de base dans le cadre de la construction d'édifices publics (écoles, hôpitaux, routes, cours et tribunaux, etc.). Son poids dans le PIB passe de 4,3 % en 2004 à 4,6 % en 2005. S'agissant de l'énergie, sa part dans le PIB est relativement stable (2,3 %) contre 2,2 % en 2004 malgré les difficultés liées à la hausse des prix du pétrole. L'impact de l'augmentation du cours du baril de pétrole a été atténué par les mesures visant à contenir le prix du fuel, principale consommation intermédiaire dans la production de l'électricité.

Quant au **secteur Primaire**, il doit sa part à l'agriculture (8,1 %), à l'élevage (3,8 %) et à la pêche (1,8 %). La part du secteur dans le PIB est relativement stable malgré la bonne campagne agricole marquée par une situation pluviométrique et phytosanitaire satisfaisante. L'agriculture est tributaire des aléas climatiques malgré les politiques et stratégies de développement agricole.

La stabilité du secteur primaire est liée aux mauvaises performances du sous secteur des activités extractives en raison de la baisse de la production des phosphates.

**Tableau 1 : Structure (en %) de la valeur ajoutée du PIB aux prix courants**

	2002	2003	2004	2005
Agriculture	6,8	8,7	7,5	8,1
Elevage	4,2	4,1	3,9	3,8
Sylviculture	0,7	0,8	0,8	0,7
Pêche	1,9	1,9	1,8	1,9
Activités extractives	1,2	1,2	1,2	0,9
<b>Secteur primaire</b>	<b>14,8</b>	<b>16,7</b>	<b>15,2</b>	<b>15,3</b>
Huileries	0,2	0,1	0,1	0,1
Energie	2,2	2,2	2,2	2,4
BTP	3,9	3,6	4,3	4,6
Autres industries	15,0	14,3	14,4	13,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>21,1</b>	<b>20,3</b>	<b>20,9</b>	<b>20,8</b>
Commerce	17,0	16,1	16,1	15,6
Transports et télécommunications	7,5	8,0	8,7	9,0
Services sociaux	5,0	4,8	4,8	4,7
Autres services	15,5	15,1	15,0	15,0
Administrations	6,8	6,8	6,9	6,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>51,8</b>	<b>50,8</b>	<b>51,4</b>	<b>51,2</b>
<b>Taxes nettes sur les produits</b>	<b>12,3</b>	<b>12,3</b>	<b>12,5</b>	<b>12,7</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPEE)

## II.1.2 Les emplois

La **consommation finale** représente environ 92 % du PIB. La Consommation finale privée est de 78 % du PIB tandis que la consommation finale publique est de 14 %.

La **FBCF** reste relativement stable et se situe à 22,7 % du PIB dont 6,6 % du secteur public et 16,1 % du fait du secteur privé. Le secteur public maintient son dynamisme grâce à la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine.

Les **exportations** de biens et services non facteurs ont connu un ralentissement et sont estimées à 25,8 % du PIB contre 26,7 % en 2004 tandis que les **importations** sont passées de 39,8 % à 41,7 % du PIB.

**Tableau 2 : Structure (en %) des emplois du PIB aux prix courants**

	2002	2003	2004	2005
<b>Consommation finale</b>	<b>93,2</b>	<b>91,2</b>	<b>92,0</b>	<b>91,9</b>
• publique	13,3	13,4	13,9	13,8
• privée	80,0	77,8	78,1	78,1
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>24,8</b>	<b>21,3</b>	<b>22,9</b>	<b>22,7</b>
• Publique	5,7	6,2	6,7	6,6
• Privée	19,2	15,1	16,2	16,1
<b>Importations de biens et services</b>	<b>39,0</b>	<b>39,0</b>	<b>39,8</b>	<b>41,7</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>28,5</b>	<b>26,8</b>	<b>26,7</b>	<b>25,8</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPEE)

## II.2 Les ressources et les emplois du PIB à prix constants de 1999

### III.1 Les ressources

L'économie sénégalaise maintient la dynamique de croissance de ces dernières années. La croissance réelle du **secteur Primaire** est estimée à 7,3 % contre 3% en 2004 traduisant les résultats satisfaisants de la campagne 2005 / 2006 marquée par une bonne pluviométrie et une situation phytosanitaire calme. Ainsi, l'agriculture vivrière a progressé de 11 % et l'agriculture industrielle de 17 %.

Pour l'**élevage**, la croissance est estimée à 4,5 % contre 1,3 % en 2004 du fait de la progression du taux de croît de certaines espèces (ovins, caprins, porcins, volaille) et de l'amélioration de la situation épidémiologique.

Quant à la **pêche**, la croissance est estimée à 5,9 % contre 0,6 % en 2004 du fait de la reprise des débarquements de la pêche artisanale.

La croissance de la **silviculture** est restée relativement stable en passant de 1,2 % en 2004 à 1,3 % en 2005 en raison du contingentement de certains produits (charbon de bois, bois de chauffe, bois d'œuvre et de service, etc.) visant à atténuer la pression démographique sur l'environnement et le maintien de l'équilibre des écosystèmes.

Les **activités extractives** accusent une baisse de 14,8 % du fait de la diminution de la production de phosphate liée aux difficultés rencontrées par les Industries Chimiques du Sénégal.

Le **secteur Secondaire** a connu un ralentissement de ses activités du fait de, la flambée du prix du baril de pétrole. La croissance du secteur est estimée à 4,9 % contre 6,2 % en 2004.

Cette croissance est due essentiellement au dynamisme du sous secteur des Bâtiments et Travaux Publics qui croît de 13 % et au sous secteur de l'énergie, du gaz et de l'eau (10 %) qui n'a pas été trop handicapé par la hausse des prix du baril du pétrole grâce aux mesures de soutien visant à contenir le prix du fuel.

Le ralentissement des autres industries (1,5 %) résulte essentiellement des contre-performances des sous secteurs du raffinage (-24,6 %), de la chimie (-8 %), du cuir (-7,4 %) et du textile (-7,4 %).

La tendance baissière des huileries notée ces trois dernières années a été rompue par une croissance moindre de 1 %.

Le dynamisme des BTP est lié à la poursuite des investissements publics en infrastructures de base et au boom constaté dans la construction de logements des ménages.

Dans les autres industries, il faut noter la bonne progression des sous secteurs de la transformation et de la conservation de viande et de poissons (13,7 %) et de la fabrication de papiers et cartons, produits édites, imprimés et enregistrés (42,6 %).

Le **secteur Tertiaire** a connu en 2005 une croissance (5,3 %) moins importante que celle de 2004 (6,3 %). Cette tendance est due à la baisse des taux de croissance des sous secteurs des postes et Télécommunications (12,5 %), des services de la réparation (3,2 %) et des services financiers (4,8 %).

Les services sociaux (éducation et santé) continuent à bénéficier des efforts qui y sont consentis avec la construction d'infrastructures et le renforcement des effectifs à travers la politique de recrutement dans la fonction publique. Ils progressent respectivement de 3,8 % et 3,2 %.

**Tableau 3 : Croissance annuelle (%) de la valeur ajoutée à prix constants par branches d'activités (base 1999)**

	2002	2003	2004	2005
Agriculture	-34,5	38,6	4,0	13,1
Elevage	-6,2	2,0	1,3	4,5
Sylviculture	2,6	2,0	1,2	1,3
Pêche	-8,4	8,7	0,6	5,9
Activités extractives	13,2	8,1	6,2	-14,8
<b>Secteur primaire</b>	<b>-20,0</b>	<b>19,4</b>	<b>3,0</b>	<b>7,3</b>
Huileries	-16,6	-23,1	-25,7	1,0
Electricité, gaz et eau	7,7	7,0	8,4	10,0
BTP	12,0	11,6	17,7	13,0
Autres industries	3,9	4,5	3,1	1,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>6,2</b>	<b>4,9</b>
Commerce	1,4	1,9	3,3	2,8
Transports et télécommunications	12,1	12,8	15,0	10,1
Services sociaux	4,6	4,1	4,4	3,6
Autres services	8,1	5,4	5,4	5,6
Administrations	0,7	0,2	6,2	5,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5,1</b>	<b>4,6</b>	<b>6,3</b>	<b>5,3</b>
<b>Taxes nettes sur les produits</b>	<b>3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,6</b>	<b>5,0</b>
<b>PIB</b>	<b>0,7</b>	<b>6,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,5</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPEE)

### III.2 Les emplois

En termes réels, la **consommation finale** a augmenté de 4,8 % du fait de la hausse de la consommation finale publique de 5,0 % et de la consommation finale privée de 4,8%. La consommation finale publique baisse au profit de l'investissement pendant que la consommation finale privée augmente légèrement.

La **formation brute de capital fixe** a progressé de 4,5 % en 2005, confirmant la bonne dynamique enregistrée ces dernières années même si on note un ralentissement.

Les **exportations de biens et services**, avec une hausse de 2,2 %, restent en deçà des **importations** qui ont progressé de 7,7 %. Ainsi, la balance commerciale s'est détériorée de 6 %.

**Tableau 4 : Taux de croissance annuelle en volume des emplois du PIB (en %)**

	2002	2003	2004	2005
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>0,7</b>	<b>6,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,5</b>
<b>Consommation finale</b>	4,2	2,7	4,7	4,8
• publique	3,5	2,1	5,6	5,0
• privée	4,3	2,8	4,5	4,8
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>2,7</b>	<b>9,6</b>	<b>9,4</b>	<b>4,5</b>
• publique	5,3	40,4	9,9	3,4
• privée	2,0	0,5	9,2	5,0
<b>Importations</b>	<b>3,5</b>	<b>10,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>7,7</b>
<b>Exportations</b>	<b>3,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>4,6</b>	<b>2,2</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPEE)



## II.3 Contribution à l'évolution du PIB et son affectation

Dans cette partie, on analysera la contribution des différents secteurs à la croissance du PIB et l'affectation de cette croissance au niveau des emplois.

### III.3.1 Contribution à la croissance

Le **Secteur Tertiaire** reste le principal secteur qui tire la croissance avec une contribution de 2,8 points suivi par le **secteur primaire** (1,1 points) en nette progression par rapport à 2004. Quant au **secteur secondaire** (1 point), sa contribution est en deçà de celle de 2004 où elle était de 1,3 points.

La contribution du **secteur tertiaire** provient essentiellement des sous secteurs des Transports et des Télécommunications (1 point), du commerce (0,5 point), des services aux entreprises (0,4 point) et de l'Administration (0,3 point). Pour le **secteur primaire**, la croissance est tirée par l'agriculture (1 point) et l'élevage (0,2 point). Quant au **secteur secondaire** dont l'activité a été ralentie par la hausse du prix du baril de pétrole, elle doit sa contribution au sous secteur des BTP (0,6 point), la transformation et la conservation de viande et poisson (0,4 point).

Le bon niveau de recouvrement des taxes a entraîné une contribution de 0,6 point et a été un élément déterminant dans la croissance du PIB.

Certains secteurs continuent à contribuer faiblement à la croissance du PIB. Il s'agit de la pêche (0,1 point), de la sylviculture (0,01 point), des activités extractives (-0,2 point) et des huileries (0,001 point).

**Tableau 5 : Contribution sectorielle à la croissance  
(Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants)**

	2002	2003	2004	2005
Agriculture	-3,2	2,3	0,3	1,0
Elevage	-0,3	0,1	0,1	0,2
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	-0,1	0,1	0,0	0,1
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	-0,2
<b>Secteur primaire</b>	<b>-3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>
Huileries	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Electricité, gaz et eau	0,2	0,2	0,2	0,2
BTP	0,4	0,4	0,7	0,6
Autres industries	0,5	0,6	0,4	0,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>
Commerce	0,2	0,3	0,6	0,5
Transports et télécommunications	0,9	1,1	1,3	1,0
Services sociaux	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres services	1,1	0,8	0,8	0,8
Administrations	0,0	0,0	0,4	0,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>
<b>Taxes nettes sur les produits</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPÉE)

### II.3.2 Affectation de la croissance

La croissance est tirée principalement du côté des emplois par la consommation finale (4,2 points), notamment la consommation finale privée avec 3,6 points de contribution.

La Formation Brute de Capital Fixe y contribue pour 1,1 points avec 0,5 point affecté à la FBCF privée tandis que les exportations contribuent pour 0,5 point.

**Tableau 6 : Affectation de la croissance aux emplois du PIB  
(Taux de croissance annuel\*proportion du PIB à prix constants)**

	2002	2003	2004	2005
<b>Consommation finale</b>	<b>3,7</b>	<b>2,5</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>
Publique	0,4	0,3	0,7	0,6
Privée	3,3	2,2	3,4	3,6
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>0,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>
Publique	0,3	2,1	0,7	0,2
Privée	0,3	0,1	1,5	0,9
<b>Balance des biens et services</b>	<b>-0,3</b>	<b>-3,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-2,1</b>

Source : ANSD / BCN (estimation DPÉE)

### CONCLUSION

Le Sénégal enregistre depuis plusieurs années une progression annuelle légèrement supérieure à 5 % grâce essentiellement aux politiques macro-économiques et aux réformes structurelles. La légère décélération du taux de croissance en 2005 est fortement liée à la hausse des prix du pétrole et à son impact sur l'économie.

Le secteur primaire qui a contribué pour 1,1 point à la croissance du PIB continue d'être une source de revenus importante pour la plupart des ménages sénégalais. Le secteur secondaire a connu une croissance importante ces dernières années, qui le place en deuxième position à 20 % du PIB avec une base industrielle relativement diversifiée. Le secteur tertiaire représente plus de 50 % du PIB et bénéficie d'un fort dynamisme.

L'investissement privé souffre encore de la relative faiblesse du taux d'épargne intérieur qui est de 8 % en 2005.

En somme le Sénégal présente une situation assez intéressante sur le plan des évolutions socio-économiques mais gagnerait à accélérer la croissance du PIB pour sortir du cercle des pays « moins avancés ». Ce qui justifie la mise en place d'une nouvelle stratégie de croissance accélérée.